



HAL
open science

Voix de l'indépendance, couleur de la descendance. Autour de Radyo Tanbou en Guadeloupe

Gaetano Ciarcia

► **To cite this version:**

Gaetano Ciarcia. Voix de l'indépendance, couleur de la descendance. Autour de Radyo Tanbou en Guadeloupe. *L'Homme. Revue française d'anthropologie*, 2024, 249, pp.79-112. hal-04721915

HAL Id: hal-04721915

<https://hal.science/hal-04721915v1>

Submitted on 4 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Il s'agit d'une version préliminaire du texte.

Elle ne correspond que partiellement à la version définitive.

Voix de l'indépendance, couleur de la descendance

Autour de *Radyo Tanbou* en Guadeloupe*

Gaetano Ciarcia

Depuis un peu plus de deux décennies, les radios sont devenues un objet particulièrement étudié par les sciences sociales¹. Les travaux sur ce média portent sur les « potentialités sociales » de la voix dans les discours nationalistes, communautaires ou transnationaux, ou encore sur la transmission de pratiques langagières et gestuelles (Bessire & Fisher 2012 : 20). Ce sont autant de thèmes qui s'inscrivent dans mon enquête sur l'antenne *Radyo Tanbou*², une radio militante guadeloupéenne qui donne à voir et à entendre la relation entre indépendantisme et logiques « raciales »³ de l'appartenance.

*Je souhaiterais rendre hommage ici à la mémoire de Jean-Pierre Sainton, décédé en août 2023. Professeur d'histoire contemporaine à l'Université des Antilles en Guadeloupe, il est l'auteur d'une œuvre fondamentale pour la connaissance historique et anthropologique des mondes antillais.

Je remercie Florence Brisset-Foucault et Aïssatou Mbodj-Pouye pour la richesse de nos conversations engagées à l'occasion de mon intervention à leur séminaire de recherche « Radio et télévisions dans les Afriques » (École des hautes études en sciences sociales, Institut des mondes africains, Campus Condorcet, Aubervilliers), le 30 mai 2022.

¹Au sein de la littérature scientifique sur le sujet, je me limiterai ici à mentionner quelques publications qui ont alimenté ma réflexion : Lucas Bessire & Daniel Fisher (2012) ; Florence Brisset-Foucault (2019) ; Aïssatou Mbodj-Pouye (2021).

²Radio que l'on peut écouter sur 105.0 FM ou sur internet (www.radyotanbou.com).

³J'utilise les guillemets afin de signaler qu'il ne s'agit pas, bien entendu, d'adhérer à une vision racialisante du contexte guadeloupéen, mais de souligner, à la suite des travaux de Jean-Luc Bonniol (1992 et 2020), Michel Giraud (2010), Ary Gordien (2015), Stéphanie Mulot (2008) et de Jean-Pierre Sainton (2009), comment la naturalisation de différences sociales, politiques et économiques fondées sur la couleur de la peau est l'effet d'une fabrication des identités produite par l'histoire esclavagiste et coloniale de la région.

De nos jours, il existe une quarantaine de radios guadeloupéennes réparties par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) en deux catégories : les radios associatives et les radios commerciales. Classée dans la première, *Radyo Tanbou* reçoit, outre l'aide du Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale, le concours financier de plusieurs rassemblements politiques, comme l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) dont elle est l'organe. L'histoire de *Radyo Tanbou* se trouve ainsi étroitement liée, depuis quarante ans, à celle du mouvement indépendantiste guadeloupéen⁴. Dans cet article, il sera toutefois moins question de reconstituer les faits marquants du mouvement indépendantiste que de suivre la radio en tant que caisse de résonance de productions mémorielles qui, en vue de la libération nationale, prônent la décolonisation des origines du peuple guadeloupéen.

Dans les récits mémoriels sur lesquels je porterai mon attention, la couleur de la peau est devenue une « (t)race » (Bonniol 2020), indice visible d'une généalogie. Explicitement ou tacitement assumée par la plupart des militants et sympathisants indépendantistes comme un stigmate de la violence coloniale, la couleur des individus et des groupes apparaît comme un dénominateur mémorial⁵. Cet environnement idéologique peut être observé à l'aune de « chronotopes » (Ciarcia 2020a), c'est-à-dire, selon Mikhaïl Bakhtine (1978), de « noyaux narratifs » qui catalysent des actes et des discours dont la radio est un creuset parmi d'autres. Tout en provenant des marges d'un

⁴Porté initialement par le Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe (GONG), créé en 1963.

⁵Ici, l'adjectif « mémorial » définit des actions cérémonielles et des notions qui expriment la volonté de faire un usage politique et moral du passé, à la différence du terme de « mémoriel » qui ~~dénote~~ renvoie plutôt les qualités spontanées ou les capacités sélectives des activités **aux capacités** de la mémoire à **enregistrer et à restituer un souvenir**.

échiquier électoral où le mouvement indépendantiste – et plus particulièrement l’UPLG – sont minoritaires, ils rendent compte d’une société et d’un imaginaire historique affectés par une relation conflictuelle avec la « France ».

Mon analyse portera à la fois sur la radio comme lieu de création de discours identitaires et sur la manière dont les animateurs, militants nationalistes associent indépendantisme et logiques raciales dans un territoire fortement marqué par les luttes passées. Je présenterai tout d’abord une histoire de *Radyo Tanbou* à partir des témoignages recueillis auprès de ses fondateurs et animateurs historiques. Par la suite, j’examinerai la notion d’« endogène » employée dans les émissions, mais aussi dans les échanges que j’ai eus au cours de mes enquêtes hors studio. L’endogénéité met en exergue une « question nationale » (Blérald 1988) intégrant des événements et des dates anniversaires dans une mémoire commune, alimentée aujourd’hui par des logiques afrocentristes. Nous verrons que celles-ci sont à la fois l’expression relativement récente de la quête d’une identité noire pré-esclavagiste et précoloniale, et d’un récit au sein duquel la distinction « raciale » s’oppose au roman national « français » dont la formule stéréotypée « Nos ancêtres les Gaulois » constamment reprise par la très grande majorité de mes interlocuteurs est le syndrome.

Radyo Tanbou, une radio indépendantiste

Le début du premier septennat présidentiel de François Mitterrand, en novembre 1981, signe la fin du monopole de l’État dans l’audiovisuel. La libération des ondes a pour effet l’émergence, dans l’archipel de la Guadeloupe, de quelque 80 stations qui transforment radicalement un paysage radiophonique soumis jusque-là à un ordre étatique où l’emploi de la langue créole et la circulation de musiques éloignées d’un

folklore édulcoré étaient très limités (Sahaï 2021)⁶. C'est dans ce contexte favorable aux radios libres que *Radyo Tanbou*, la *Radyo a Pèp Gwadeloup* (« Radio du peuple guadeloupéen ») diffuse pour la première fois ses programmes en 1982. À la même période, le mouvement nationaliste guadeloupéen s'est enrichi de diverses organisations politiques et syndicales dont les relations sont marquées par des tentatives d'unification, mais aussi par de nombreux clivages et dissensions qui demeurent encore aujourd'hui. Dans un dossier de 2021 consacré aux 40 ans des radios libres, le quotidien régional le plus lu, *France-Antilles*, à la ligne éditoriale plutôt assimilationniste, illustre le « Dossier du jour » par une photographie de l'un de ses animateurs principaux, Gérard Quidal, dans un studio de la radio, et un article de Yvor Lapinard⁷ intitulé « *Radyo Tanbou*, l'insoumise ».

Tout en occupant une position marginale propre à son rôle de radio « résistante », *Radyo Tanbou* est connue et clairement identifiée dans le paysage médiatique local. Une estimation du nombre de ses auditeurs réguliers n'est pas chose aisée à établir, car la radio n'est pas recensée dans les sondages effectués par la plateforme Médiamétrie. D'après mes observations faites en studio en février 2019, les connexions par Internet (enregistrées par un logiciel installé sur l'ordinateur de l'un des animateurs) lors du journal du matin étaient autour d'une quarantaine. Mais ce chiffre ne représente qu'une part de l'audience. Selon la plupart des témoignages que j'ai recueillis, l'écoute se fait

⁶Une seule émission hebdomadaire de 15 minutes, « La gazette créole » était diffusée à cette époque sur la radio nationale française. Quelques années auparavant, dans l'ancienne colonie anglaise de la Dominique devenue indépendante en 1978, *Radio Jumbo*, également animée par des Guadeloupéens, avait été la seule voix alternative aux programmes officiels. Quant à la première radio nationaliste établie à Pointe-à-Pitre, *Radio Inité (Radyo Nasyonol Gwadeloup)*, elle a été fermée *manu militari* le 4 janvier 1984 après avoir commencé à émettre en créole au début du mois de novembre 1981.

⁷Cf. *France-Antilles*, 4 juin 2021 : 2-4.

principalement à partir de postes de radio fixes ou en voiture. Par ailleurs, la composition sociologique des auditeurs rencontrés lors de manifestations politiques ou de manière fortuite m'est apparue assez variée, avec une présence importante d'employés dans des organismes publics ou semi-publics, mais aussi de petits commerçants et de cultivateurs, tous militants ou sympathisants indépendantistes. Ils appartiennent à une tranche d'âge oscillant entre les quarante et les soixante-dix ans, avec une légère majorité d'hommes. Le fonctionnement de *Radyo Tanbou*, située dans un appartement au quinzième étage d'une tour dans le centre de Pointe-à-Pitre, est actuellement assuré par une petite équipe composée d'une dizaine de techniciens et d'animateurs bénévoles parmi lesquels figurent Gérard Quidal [Ill. 1], Jean-Claude Dongal et Eric Desfontaines, les « voix » historiques de l'antenne.



1. L'animateur Gérard Quidal dans le studio de *Radyo Tanbou*. Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), février 2021 © Gaetano Ciarcia

Ma rencontre initiale avec Gérard Quidal dit « Jéra » a été décisive. Dès ma première mission⁸, ce professeur d'éducation physique à la retraite, fervent militant indépendantiste et responsable administratif et financier de la radio, m'a accueilli à la radio avec bienveillance ; il a été, au fil des années, un interlocuteur assidu avec qui j'entretiens aujourd'hui des relations amicales. Journaliste depuis 1985, il présente trois jours par semaine les informations du matin, entre 6h30 et 8h30. Il anime également, un dimanche sur deux, l'émission hebdomadaire interactive « Gran Kozé » (« Grande causerie » ou « Grande discussion »), de 7h30 à 10h30, au cours de laquelle il commente les événements de la semaine et pose à l'invité du jour les questions des auditeurs. Enfin, il est l'auteur de chroniques qu'il diffuse en différé ou en direct. C'est par son entremise que j'ai rencontré les autres animateurs de la radio⁹ ; j'ai pu ainsi me faire progressivement une idée plus précise des diverses orientations et actions internes au mouvement dit « patriotique »¹⁰. En le retrouvant lors de manifestations publiques¹¹, j'ai

⁸J'ai effectué sept missions en Guadeloupe, échelonnées entre mai 2017 et février 2023, soit, au total, une présence sur place de huit mois.

⁹Tous francophones, les militants indépendantistes utilisent le créole dans leurs échanges, dans les discours prononcés lors des divers meetings et moments de rencontre. Ma maîtrise du créole ne me permet pas encore de communiquer avec mes interlocuteurs guadeloupéens dans cette langue et je discute donc avec eux en français. En revanche, j'ai un niveau de compréhension orale qui me donne la possibilité de suivre les contenus des diverses émissions et aussi, en grande partie, les discussions que les membres de la radio ont entre eux.

¹⁰En reprenant leurs usages locaux, j'utiliserai les termes de « patriotique », « indépendantiste » et « nationaliste » comme des synonymes. Bien entendu, selon les contextes de leurs emplois, ces mots véhiculent des significations spécifiques, mais, dans les discours des militants et des sympathisants, ils sont employés d'une manière interchangeable afin de définir l'opposition au maintien de la Guadeloupe dans le statut de département et de région d'Outre-mer de l'État français.

¹¹Comme ce fut le cas en mai 2017, à Saint-Claude, près de Basse-Terre, la capitale administrative Basse-Terre, lors des cérémonies honorant la mémoire de Louis Delgrès (1766-1802), héros martyr national guadeloupéen de la révolte de 1802 contre le rétablissement de l'esclavage sur l'île ordonné par Napoléon (sur cette période, cf. Adélaïde-Merlande, Bélénius & Régent 2002) ; puis, en mai 2021, à l'occasion des hommages rendus, dans les cimetières de Sainte-Rose et de Pointe-à-Pitre, à la mémoire de Gildas Landres et de Jacques Nestor, deux militants tués durant la répression sanglante de la grève

parfois eu l'impression d'un effet de redoublement : les prises de sons, de vues et de notes que j'effectuais pour une recherche sur les mémoires locales de l'esclavage se déroulaient en même temps que l'enregistrement et la diffusion de ces mêmes événements par Gérard Quidal, soit en tant qu'organisateur et militant, soit en tant que correspondant de *Radyo Tanbou*. Les usages qu'il faisait des matériaux sonores et visuels étaient très différents des miens, mais ils participaient d'une situation ethnographique au sein de laquelle j'observais la réalisation, hors-les-murs, d'émissions radiophoniques.

L'autre « voix » historique de *Radyo Tanbou* est celle Jean-Claude Dongal, dit « Janklod », un ancien basketteur et pharmacien hospitalier à la retraite avec lequel j'ai également noué des relations amicales. Il est l'un des fondateurs de la radio où il présente, en alternance avec Gérard Quidal, les informations quotidiennes du matin, ainsi que l'émission dominicale, le « Gran Kozé ». Il est aussi membre de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) depuis sa création, en 1978. ~~D'après lui,~~ Afin d'assurer une couverture maximale du territoire guadeloupéen, la radio diffusait initialement à partir de deux antennes : *RadyoTanbou* et *RadyoBanbou* qui émettaient soit en simultanée, soit séparément. Mais pour des raisons financières, *Radyo Banbou* a arrêté de fonctionner au début des années 1990¹². D'après lui, les années 1980

de mai 1967 par la gendarmerie nationale ; et, enfin, au cours d'une journée d'« autoréparation » dans la commune du Lamentin.

¹²~~Conjointement à deux journaux~~ L'histoire ~~des~~ de ces deux radios, en même que la presse écrite indépendantiste (le quotidien *Lendépendans* [« L'Indépendance » en créole], l'hebdomadaire *[ou le mensuel ?]* *Jakata* [« Il se fait tard » en créole]), croise celle du Mouvement des forces unifiées pour la libération nationale de la Guadeloupe (MUFLNG) qui, ~~au cours des années 1980,~~ a connu, au cours des années 1980, sa période la plus intense ~~une période de grande effervescence politique.~~

~~sont~~ **ont été**, pour *Radyo Tanbou* comme pour le mouvement indépendantiste guadeloupéen dont elle est une émanation, une période d'intense activité :

« Entre les années 1970 et 1980, jusqu'aux années 1986-1987, la Guadeloupe vivait dans une ambiance où on pensait que l'indépendance était imminente et inéluctable. Il y avait une véritable dynamique militante, avec de nombreuses organisations parmi les étudiants et les travailleurs. Malheureusement, au fil du temps, le mouvement s'est liquéfié, dilué ; il y a eu des divisions, il y a eu des conflits. Le mouvement était fondé sur l'agrégation d'un certain nombre d'associations. Il y avait deux organisations politiques : l'UPLG et une organisation chrétienne, le KPLG [Les chrétiens pour la libération du peuple guadeloupéen] ainsi que toutes les organisations syndicales qui faisaient partie du mouvement : le SGEG [Syndicat général pour l'éducation en Guadeloupe], l'UGTG [Union générale des travailleurs du Guadeloupe], l'UPG [Union des producteurs agricoles de Guadeloupe]. C'est l'ensemble de ces organisations qui sont à l'origine de la création de la radio. À cause des conflits internes et des difficultés qu'il y avait à choisir des orientations consensuelles, le mouvement s'est peu à peu désagrégé. L'organisation qui a continué à soutenir, malgré tout, la radio c'est l'UPLG. Après, il y a eu ce que j'appelle "la traversée du désert", c'est-à-dire : après les années 1990, à la radio il n'y avait que deux personnes qui œuvraient pour la maintenir en vie. Nous avons tenu bon, ce qui a permis de relancer l'instrument dans les années 2000, dans des conditions à peu près correctes, mais pas dans les conditions organisationnelles comme c'était le cas au cours des années 1980, quand on avait une vraie structure, une direction politique, une direction médiatique, avec des répartitions, des programmes culturels, un responsable de la rédaction ; il y avait une vraie structuration, avec des réunions régulières » (Pointe-à-Pitre, entretien du 21 mai 2021).

Outre les divisions au sein du mouvement, le cyclone Hugo, qui a ravagé la Guadeloupe en 1989 a été, toujours selon Jean-Claude Dongal, une autre cause du déclin de la mouvance indépendantiste : l'après-Hugo aurait permis à la « France » de « reprendre la main » et d'amplifier une propagande sur la nécessité d'aider un petit pays dévasté¹³.

¹³La corrélation entre la gestion par l'État français de la situation « post-Hugo » et le déclin de la lutte nationaliste a été également soulignée par le militant indépendantiste Luc Reinette lors de l'un de nos entretiens. Mais pour l'historien et militant Raymond Gama, ce n'est qu'un alibi idéologique : « Le déclin du mouvement indépendantiste a commencé avant Hugo et non après, à cause de la faiblesse de la réflexion des dirigeants à penser l'avenir et à l'impossibilité de construire une idée précise de ce que devait devenir la Guadeloupe » (Beauport, entretien du 30 janvier 2023).

La création de grands supermarchés, la diffusion de marques commerciales, les nombreuses ventes de voitures et l'implantation massive d'entreprises modifièrent le paysage économique de la Guadeloupe, ainsi que les attentes de la majorité de sa population. Il y aurait donc eu, « une reprise en main de l'assimilation à travers la consommation ». Au cours de ces mêmes années, une fraction du mouvement était persuadée que la présidence de François Mitterrand changerait le statut de l'île. Puis des lignes de fractures ont divisé le camp patriotique entre les membres favorables à la participation électorale et ceux partisans de la lutte armée : « Dans ce temps-là, la radio a plongé. La tourmente a failli l'emporter ». Affaiblie par les difficultés de structuration politique qui ont brisé l'unité du mouvement nationaliste, la radio a pu malgré tout se maintenir¹⁴.

Après la « traversée du désert » des années 1990 et 2000, c'est à l'occasion des quarante-quatre jours de grève générale et de la mobilisation massive contre la *pwofitayson* (l'« exploitation », la « vie chère ») de 2009¹⁵, que *Radyo Tanbou* a retrouvé une audience importante :

« À ce moment, la radio a joué un rôle essentiel dans l'information. Sur les 44 jours de durée de la grève, la radio a émis 24 heures sur 24. C'était la deuxième fois que cela se faisait. La première fois avait été en 1985 lors de l'affaire Faisans¹⁶. Mobilisation d'une semaine autour des barrages

¹⁴Sur l'histoire de la décolonisation aux Antilles françaises entre la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1960, cf. Jean-Pierre Sainton (2012) ; sur les contradictions et les impasses au sein du mouvement indépendantiste, cf. Justin Daniel (2002).

¹⁵Cette mobilisation a été dirigée par divers groupes réunis dans le collectif *Liyannaj Kont Pwofitayson (LKP)* (« Collectif contre l'exploitation ») dont le porte-parole Élie Domota est également secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG). Pour une analyse sociologique de cette mobilisation, cf. Pierre Odin (2019)

¹⁶Du nom de Georges Faisans, militant indépendantiste, professeur au lycée Baimbridge, dans la commune des Abymes. En 1985, il est accusé d'avoir agressé avec un couteau un collègue blanc de métropole qui avait donné un coup de pied à un élève noir. Condamné à une peine de quatre ans, il sera

autour de Pointe-à-Pitre et à ce moment-là la radio avait émis 24 heures sur 24. 2009 a été la répétition de 1985 avec une ferveur et un soutien populaires très forts. Les grandes chaînes d'information étaient coincées par des grèves et nous avons joué un rôle majeur, parce qu'avec la chaîne télé *Canal 10*, nous avions une audience exceptionnelle en même temps que la radio diffusait aussi sur le Net. Et cela nous a permis d'avoir une audience mondiale ; on recevait des appels depuis les cinq continents. Cela a eu un impact vraiment extraordinaire. Des chaînes internationales comme *Al Jazeera*, des journalistes qui venaient de partout étaient là pour suivre les événements et une situation qui était quasi insurrectionnelle » (Pointe-à-Pitre, entretien du 21 mai 2021).

Dans sa reconstitution de l'histoire de la radio, Jean-Claude Dongal observe que le thème de l'esclavage et celui d'une identité guadeloupéenne afrocentrée, sans être inédits, sont des sujets relativement nouveaux dans les programmes de l'antenne, signes d'une mutation sociétale.

Chez Eric Desfontaines dit « Rico », ancien professeur de comptabilité à la retraite qui a été la voix de la première émission de *Radyo Tanbou*, le 4 septembre 1982 et, par la suite, l'un de ses dirigeants, le constat est le même : la mémoire de l'esclavage et la référence à l'Afrique en tant qu'entité originelle de l'identité guadeloupéenne sont des chapitres récents qui doivent demeurer subordonnés à celui de l'indépendance du colonialisme français :

« La mémoire de l'esclavage n'était pas traitée il y a 20-30 ans. Dès les débuts nous étions plutôt sur les luttes sociales et sur les problèmes culturels : surtout le gwoka [musique traditionnelle de la Guadeloupe jouée sur des tambours appelés "ka"], le créole. On abordait aussi les problèmes historiques. L'esclavage était abordé mais pas dans la façon dans laquelle il est abordé maintenant [...]. À mon époque, l'afrocentrisme n'était pas traité à la radio. Actuellement, il y a une tendance des jeunes à recentrer ou à se centrer, eh eh, je ne sais pas trop comment il faut dire, sur l'Afrique et sur l'Égypte, etc. C'est une tendance que je ne suis pas tout à fait à fond moi, eh, je me contente beaucoup de ma réalité de Guadeloupéen. Nous avons abordé ce problème-là au niveau du

libéré à la suite d'une décision gouvernementale, après avoir entamé une grève de la faim et de violentes manifestations en Guadeloupe.

mouvement patriotique ; nous savons que nous sommes un peuple composé de plusieurs entités, d'origine africaine, européenne, indienne et il y a eu d'autres apports, et tout ça donne un peuple qui est fort, et si on avait pas été forts, on aurait pas résisté au colonialisme français qui est un des colonialismes les plus barbares et cela fait de nous des Guadeloupéens. Moi, je ne me sens pas obligé de retourner en Égypte, je sais qu'il y a l'origine africaine, dans notre culture ici, on voit les éléments de l'Afrique aussi comme il y a des éléments de l'Europe, de l'Inde, des Indiens [natifs amérindiens], individuellement, je ne me sens pas obligé de faire un retour en Égypte, etc., pour me sentir bien guadeloupéen. Cela dit, s'il y a d'autres compatriotes à qui cela sert, pourquoi pas ; pourvu, je me dis, que cela ne nous empêche pas de nous sentir Guadeloupéens et d'aller vers le combat essentiel, qui est le combat de la libération nationale, de l'indépendance. Si cela doit nous écarter de ce combat, cela mériterait à la limite d'être combattu, mais ce n'est pas le cas et je me dis qu'il faut accepter ça. Il y a des discussions, il y a beaucoup de jeunes ; il n'y pas une ligne, c'est normal, c'est nouveau. Il ne faut pas être contre, mais il ne faut pas y aller non plus la tête baissée. Pour nous de l'UPLG, il faut garder comme fondamental, le fait guadeloupéen. Il ne faut pas diviser ce qui fait l'unité de la population guadeloupéenne » (Basse-Terre, entretien du 14 janvier 2021).

Tout comme Jean-Claude Dongal, Eric Desfontaines écarte résolument tout rapprochement avec des positions qui pourraient être considérées comme racialisantes :

« Les gens qui posent ces questions de couleur ici ne posent pas ces questions en termes de race, d'une race meilleure qu'une autre, et cetera, non. Ils posent ces problèmes en termes de recherche de leur identité, de ce qu'ils sont. Et surtout par rapport aux non-dits et aux mensonges historiques. S'il n'y avait pas eu des non-dits et des mensonges de la part de la France, on ne poserait pas aujourd'hui ces questions en ces termes-là, avec "les grands-hommes français qui nous ont toujours aimés", je pense qu'il n'y a pas vraiment de problèmes raciaux ici » (Basse-Terre, entretien du 14 janvier 2021).

Ces deux figures historiques de *Radyo Tanbou* se disent éloignées d'une pensée afrocentrique mise en avant dans certaines émissions comme « Sankofa » (voir *infra*).

Si Eric Desfontaines se montre sensible à l'importance prise par ce courant dans les consciences d'une partie des militants indépendantistes et des auditeurs, il reconnaît néanmoins être étonné par les thèses soutenues par les animateurs de ces émissions. Il ne porte aucun jugement négatif ou sceptique sur ces propos, mais préfère garder une

distance qu'il ancre dans sa propre vision des origines du peuple guadeloupéen. Il considère d'ailleurs la question de la couleur de peau comme l'expression politique marquante d'un héritage biologique africain altéré par le système plantationnaire : « Les colons divisaient les esclaves, ils faisaient attention à leur couleur. Cela est resté dans les têtes ». Selon lui, une telle logique se décline aujourd'hui dans le partage du pouvoir et l'exercice de la justice :

« Allez faire un tour au tribunal : tous les juges sont blancs. Les gens qui vont au tribunal voient bien quelle race est aux commandes et qui gouverne. Si vous n'abordez pas correctement ces problèmes-là, vous risquez que cela déborde justement sur des problèmes de race » (Basse-Terre, entretien du 14 janvier 2021).

La race serait donc ce qui ne devrait plus exister dans le champ politique en tant que stigmaté d'une séparation, mais qui pourtant agit et se voit encore. « Problème » historiquement produit par l'esclavage et la colonisation, la question raciale ne date pas d'aujourd'hui, comme l'attestent les diverses publications illustrées qu'Eric Desfontaines a consacrées au mouvement indépendantiste (2020), à *Radyo Tanbou* (2019) et au Syndicat général de l'éducation en Guadeloupe (2012)¹⁷. La notion de race est mobilisée dès la fin des années 1970 comme levier de la lutte nationaliste et de l'émancipation identitaire. Le combat pour la libération de la Guadeloupe détermine également le regard qu'Eric Desfontaines porte sur l'histoire dont il a été l'un des

¹⁷Au-delà de leur valeur d'archives, ces textes et photographies témoignent également d'un horizon d'attente politique : Eric Desfontaines avait entrepris ses recherches en même temps qu'il réfléchissait à un projet de musée de l'Indépendance.

acteurs¹⁸, mais aussi sur l'actualité du thème des réparations qui prend une certaine ampleur dans les programmes de *Radyo Tanbou* (voir *infra*) :

« Demander des réparations est tout à fait légitime. Et dans le cas de la Guadeloupe, la France ne peut pas partir comme ça ; c'est elle [la France] qui fait penser cela pour faire peur aux Guadeloupéens : "Moi la France, je pars et tant pis pour vous". Demander des réparations est légitime, mais personnellement je ne fais pas de cela un problème d'actualité. Mon combat, c'est l'organisation d'une collectivité nouvelle. Je ne fais pas des réparations un problème majeur ; je me concentre sur la situation qui nous mènerait à un nouveau statut. Les réparations ne se posent pas de la même manière que pour les pays qui sont déjà indépendants ; je ne vais pas participer à réparer à travers les impôts que je paie, à financer des réparations alors que je suis toujours colonisé. Certains pensent que les réparations sont consubstantielles de l'indépendance, moi je ne vois pas les choses de cette façon-là » (Basse-Terre, entretien du 14 janvier 2021).

D'une orientation politique assez proche de celles de Jean-Claude Dongal et d'Eric Desfontaines, Gaston Samut, ancien secrétaire général de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), apporte un éclairage intéressant sur cette évolution. Bien qu'il ait animé tous les mardis matin sur *Radyo Tanbou* une émission en tant que représentant de son parti¹⁹, Samut n'est pas une voix « historique » de la radio. Sa parole exprime néanmoins une vision commune à différentes figures qui, au cours des années 1970, ont intégré le mouvement indépendantiste :

« Je n'ai jamais adhéré à un parti communiste, mais j'ai une formation marxiste-léniniste, et je considère que ça aide beaucoup à comprendre les sociétés dans lesquelles nous vivons, et c'est ça qui a fait ma façon de fonctionner, d'être capable d'analyser les choses, de voir les réalités objectives, et de regarder comment par rapport à ces réalités-là on peut agir et faire changer les choses » (Pointe-à-Pitre, entretien du 27 janvier 2021).

¹⁸Nous retrouvons ce dispositif narratif dans le livre de Luc Reinette, *Le Soukounyan de fer* (2018) qui, à partir du récit de ses actions de militant et de ses archives personnelles, reconstitue également une partie de l'histoire du mouvement indépendantiste.

¹⁹À l'issue du dernier congrès de l'UPLG qui s'est tenu le 4 décembre 2022, c'est Jean-Jacob Bicep qui lui a succédé.

De nos jours, au sein du mouvement indépendantiste, les représentants d'une telle lecture marxiste cohabitent avec les tenants d'une pensée afrocentrique qui focalisent leur programme sur l'existence d'un lien entre la domination subie par les peuples antillais et la quête d'une identité originelle noire de ces mêmes peuples. Un épisode, en particulier, me semble révéler un hiatus idéologique auquel Gaston Samut est confronté aujourd'hui, comme d'autres membres de son mouvement. En mai 2021, durant la journée d'« autoréparation »²⁰, organisée par les militants du Mouvement international pour les réparations (MIR) Guadeloupe et après la conférence prononcée par l'essayiste Jean-Luc Divialle (2017) sur les racines de la syntaxe de la langue créole dans l'Égypte antique, Gaston Samut me confia que, d'après lui, la communication que nous venions d'entendre relayait une perspective panafricaniste. En l'écoutant, je me suis interrogé sur un éventuel glissement sémantique entre le projet panafricaniste et tiers-mondiste qu'il a connu durant sa jeunesse, et les actes et propos d'une identité noire antillaise afrocentrée qui circulaient parmi les participants de la journée.

L'écho de la notion d'« endogène » sur les ondes de *Radyo Tanbou*

Les discours qui mettent en avant la souche africaine de la population antillaise s'accompagnent parfois de la revendication d'une identité pouvant être native ou bien à acquérir. Sur *Radyo Tanbou*, les récits des origines du peuple guadeloupéen se déclinent ainsi à l'aune de la notion d'« endogénéité ». Ce terme, présent dans les propos d'un certain nombre de militants nationalistes, est particulièrement prisé par Jean-Claude

²⁰Cette journée était consacrée à un travail collectif dit de « conscientisation » sur les origines africaines de la population issue de la traite esclavagiste transatlantique et sur ses personnalités noires tutélaires d'ancêtres révoltés, de militants, de scientifiques qu'il fallait opposer aux ennemis blancs historiques de cette même population.

Dongal. À la veille des élections régionales de juin 2021, par exemple, celui-ci se déclarait satisfait de l'« endogénéisation » croissant des listes. Il y voyait le signe d'une prise de conscience accrue de la spécificité antillaise dans des formations politiques qui n'étaient pas toutes indépendantistes. Convaincu que le mouvement patriotique, la radio et la grande mobilisation de 2009 ont joué un rôle crucial dans la conscientisation de la population, il reconnaît que les organisations politiques classiques sont devenues obsolètes dans un territoire qui a beaucoup perdu de ses jeunes, malgré l'amorce, au cours des dernières années, d'un mouvement de retour aux Antilles. Les responsables de *Radyo Tanbou* ressentent eux aussi la nécessité d'un renouvellement des animateurs qui sont aujourd'hui presque tous des hommes sexagénaires ou septuagénaires. Jean-Claude Dongal apprécie que certaines émissions soient désormais assurées par des « enfants du pays ». Il fait notamment l'éloge du webmaster et responsable de la programmation musicale, qu'il considère comme un exemple d'une nouvelle génération à la fois attachée à la Guadeloupe et ouverte sur l'international :

« À un moment donné, on ne passait quasiment que de la musique gwoka. On a dû rapidement faire marche arrière, car, un, ce n'est pas évident d'écouter que du gwoka toute la journée, et puis, deux, il y a bien d'autres facettes de la musique guadeloupéenne : la biguine, la mazurka, le zouk, etc. Et puis les Guadeloupéens sont des mélomanes, ils aiment la musique, cubaine, africaine, afro-américaine, donc on a enrichi nos bases musicales. Ce qui fait qu'aujourd'hui beaucoup de gens nous disent que la musique sur *Radyo Tanbou*, c'est une musique vraiment authentique, vraiment très diverse. Ces sont des choix originels, dans les gènes de la radio. On a petit à petit orienté dans ce sens-là, puis on a un webmaster qui est quelqu'un de très intelligent. C'est un jeune, Reedan, qui est à Miami et qui est très sensible à tout ce qui est musique intelligente et ouverte sur le monde » (Pointe-à-Pitre, entretien du 21 mai 2021).

Comme je l'avais remarqué lors de mes recherches au Bénin, l'usage par certains interlocuteurs de la notion d'« endogène » peut cohabiter avec la revendication d'un

certain cosmopolitisme (Ciarcia 2013). Néanmoins, à la différence du cas béninois, en Guadeloupe, le terme est utilisé par opposition à celui d'« exogène » qui renvoie aux populations blanches en provenance de la France hexagonale. Celles-ci sont perçues de manière négative soit parce qu'elles s'approprient des emplois et des lieux très prisés susceptibles d'être occupés par des Guadeloupéens natifs, soit parce qu'elles refusent de s'adapter aux mœurs locales. Durant mon enquête de terrain, la radio a relayé plusieurs affaires dénonçant des individus blancs qui ne se montraient pas respectueux des coutumes locales et qui, selon certains de mes interlocuteurs, étaient arrivés « en pays conquis ». C'est pourquoi il est nécessaire, d'après Jean-Claude Dongal, de cultiver une spécificité endogène, une « dynamique authentiquement guadeloupéenne » que la radio transmettrait par des choix de format et de contenus :

« On s'est rapidement rendu compte que, si on voulait faire une radio qui soit authentiquement guadeloupéenne, tu ne peux pas interviewer quelqu'un en trente secondes et comprendre l'essentiel de ce qu'il raconte, surtout parce que, nous, on part du principe que la Guadeloupe, c'est un pays de la communication orale, où l'oralité est fondamentale au plan culturel. Donc, les Guadeloupéens parlent beaucoup, discutent beaucoup, ils sont très démonstratifs, et donc, on ne peut pas tenir dans les créneaux internationaux, européens ou français. Nos interviews durent le temps qu'elles durent, nous, on ne coupe pas. Au début, on a essayé d'être relativement prudents (5, 6, 10 minutes), mais après on a compris qu'il fallait ouvrir les vannes. Ce matin, j'ai interviewé un responsable de la paysannerie. L'interview a duré 25 minutes, parce que nous estimons qu'il faut permettre aux gens de parler et en opposition à ce qui se fait par ailleurs. *RFO* [aujourd'hui : *Guadeloupe la 1^e*], *LCI*, quand ils vous interviewent pendant quinze minutes, ils gardent deux minutes maximum. Ça, c'est pas très sérieux, il y a là une espèce d'escroquerie intellectuelle. Nous, à ce niveau-là, on est complètement différents. On essaie de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas (travailleurs, paysans, étrangers en difficulté), à ceux qui ont un discours détonnant et donc pas accepté ailleurs. Toutes nos informations sont teintées d'un parti pris ; nous partons du principe que nous défendons les intérêts de la Guadeloupe et des Guadeloupéens ; chaque problématique est visée de ce point de vue-là. On met aussi en avant une orientation décisive dans un pays colonisé et qui lutte pour son émancipation : c'est le culturel. On est très présents dans le domaine culturel et sportif, car les Guadeloupéens sont des grands sportifs et nous faisons cela

toujours dans une visée identitaire, par rapport à ce que nous sommes. Notre information est complètement endogène, même si on s'intéresse à la politique internationale, mais elle est fondamentalement endogène et caribéenne » (Pointe-à-Pitre, entretien du 21 mai 2021).

Lorsque je lui ai demandé ce qu'il entendait par « endogène », Jean-Claude Dongal a évoqué l'hommage que la radio venait de rendre à Victor Venutolo, le président de la Fédération guadeloupéenne de cyclisme récemment décédé. D'origine italienne, Venutolo était, d'après mon interlocuteur, une personne extrêmement appréciée qui avait beaucoup œuvré pour ce sport, très populaire en Guadeloupe. Avec cet exemple, Dongal cherchait à écarter toute réduction racialisante, en ponctuant son discours par cette mise en garde : « parce qu'il y a des gens qui racontent tout et n'importe quoi ». Selon lui, ce n'était pas une question de couleur de peau – Venutolo était implicitement présenté comme un Blanc –, mais d'individus ou de communautés installées en Guadeloupe et qui, contrairement à d'autres, étaient parvenues à s'intégrer, grâce notamment à leur maîtrise de la langue créole. Il ajouta également que, lors de la grande mobilisation de 2009 contre la vie chère, « on voyait une foule bigarrée de gens venant d'un peu partout et qui se retrouvait ensemble ». En ~~contrepoint de~~ **opposition** à ces **exemples modèles** d'individus respectueux et insérés dans l'endogénie guadeloupéenne, il mettait en avant d'autres incidents caractéristiques du mépris « hexagonal », susceptibles, d'après Dongal, de « causer un jour quelque chose de terrible » par des actes qu'il définissait comme racistes :

« Un Européen a foncé avec son véhicule sur un piquet de grévistes à Jarry et cela a failli très très mal finir. Sur la Basse-Terre, il y avait une grève aussi et il y a un gars, un Blanc, qui est venu avec un chien. Cela aussi a failli très mal finir. Car les Guadeloupéens sont des gens gentils, mais chauds. Et quand cela fait la une des médias, on voit que la Guadeloupe est un pays colonisé. Là où cela pourrait passer comme un incident, ça prend tout de suite des proportions, parce que les

autorités judiciaires et policières prennent carrément parti » (Pointe-à-Pitre, entretien du 21 mai 2021).

D'autres faits divers révélateurs d'une tension « raciale » et/ou « coloniale » et d'un « vivre ensemble » ardu sont **fréquemment** traités à la radio. Ils sont **constamment** évoqués par mes interlocuteurs et spontanément mis en relation avec mon intérêt pour la mémoire de l'esclavage. Un tel lien ne se fait jamais explicitement, mais surgit dans les discours comme allant de soi : cette corrélation traduit un sentiment d'assujettissement colonial qui perdure chez les Guadeloupéens. Outre le décès tragique, en décembre 2020, de Claude Jean-Pierre, retraité, durant un contrôle routier par la police dans la commune de Deshaies, trois autres incidents sont cités par mes interlocuteurs pour illustrer comment des individus ou des instances ne respectent pas les pratiques quotidiennes, les mœurs et les rituels locaux : une pétition de riverains « exogènes » avait dénoncé le conducteur d'une « voiture à pain »²¹ coupable d'avoir klaxonné tôt le matin dans une zone résidentielle ; un temple hindou était menacé de destruction, car dépourvu d'un permis de construction conforme aux normes légales françaises ; un homme « blanc » s'était introduit illégalement dans le jardin mitoyen de son voisin pour couper une branche de manguier débordant les limites de sa clôture. Dans ces affaires qui prennent parfois l'allure de rumeurs que la radio contribue à propager, la culture et la coutume « endogènes » sont au cœur de conflits apparemment circonscrits, mais investis d'une portée symbolique importante. Elles sont interprétées par certains animateurs et auditeurs comme la preuve d'une irréductible différence de modes de vie que les « occupants » venus de l'extérieur refusent de comprendre. Sur ces

²¹Il s'agit de livreurs qui parfois tôt le matin vendent du pain à des particuliers habitant dans des zones éloignées des boulangeries.

sujets, Gérard Quidal me disait qu'il préférait utiliser à l'antenne ~~le mot~~ l'adjectif « exogènes » et non pas « ~~Blanes~~ » « blanc », afin de ne pas employer un registre racialisant. Certains des gestes qui punctuaient ses propos rappelaient malgré tout cette distinction phénotypique comme si elle était inévitable, comme lorsqu'il tapotait de petits coups rapprochés le dos d'une main avec les deux doigts unis de l'autre.

Gérard Quidal a régulièrement mentionné la question de la couleur de peau au cours de nos échanges sur des thèmes tantôt généraux, tantôt relatifs à son histoire personnelle²². Il semble ainsi osciller entre, d'un côté, une vision de la situation guadeloupéenne, au prisme de logiques politiques reliées aussi à la pigmentation des individus et, de l'autre, des analyses plus distanciées sur la prégnance raciale de certains conflits locaux. Lorsqu'il parle de lui – un « Guadeloupéen comme moi » –, de sa jeunesse, de sa vie professionnelle et de sa militance, il effectue le même geste des deux doigts unis posés sur le dos de sa main. Ses références aux diverses couleurs des Guadeloupéens traduisent son appartenance à un peuple et à une identification de type biologique, dont ce même peuple est le résultat historique. Cependant, ces souvenirs sont mobilisés tels des épiphénomènes de son origine principale faisant de lui un Noir dont l'ancêtre était « arrivé d'Afrique comme un numéro à Marie-Galante avant d'avoir un nom ». Il avait, en effet, effectué des recherches généalogiques aux Archives départementales de Gourbeyre. La couleur « africaine » identifie donc la surface reconnaissable d'une origine enfouie : celle d'un individu sans nom échoué dans un monde où il était une

²²Il évoquait, par exemple, une aïeule blanche et sa mère dont le teint était clair (« un peu comme le mien », précisa-t-il) qui n'aimait pas les Noirs « très » (« trop », pour elle) noirs. À l'inverse, j'ai entendu aussi des récits où il était question de mères à la couleur de la peau foncée qui auraient détesté leurs filles nées avec une pigmentation « trop » claire.

unité comptabilisée de la matière humaine importée et transformée pour produire. Cette conscience tourmentée de la couleur de ses origines a émergé avec une intensité particulière lors de l'une de nos discussions à propos du livre *Les Noirs premiers Européens ! Invasions barbares de l'Europe noire par les Caucasiens* (2020). Publié par une maison d'édition située à Aubagne dans le Var, l'ouvrage a été présenté à la radio en janvier 2021 par son autrice, Djenna, au cours de l'émission dominicale le « Gran Kozé », animée ce jour-là par Gérard Quidal lui-même. En suivant une perspective « protochronique »²³ bien connue dans les études sur l'afrocentrisme radical et en reprenant l'idée de « la mélanine, une bénédiction divine » très présente sur certains réseaux sociaux, Djenna entendit montrer que les premiers Européens étaient des Noirs et qu'une partie importante des habitants du continent l'auraient été, au moins jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Charlemagne, les papes, Louis XIV, tout comme les Chinois étaient noirs et auraient succombé à la perfidie « machiavélique » des Blancs prédateurs dépourvus de mélanine (et donc de sentiments). Ces derniers auraient en quelque sorte vampirisé les Noirs et se seraient partiellement métissés avec eux, avant de les remplacer. Les guerres de religion aussi auraient été des guerres entre Noirs catholiques et Blancs protestants et calvinistes. Quand, au cours du débat, l'un des auditeurs lui demanda : « Comment est-il possible que Louis XIV, tout en étant un Noir, ait promulgué le Code noir ? », Djenna répondit que Louis XIV n'avait pas un pouvoir absolu et que ses conseillers blancs l'avaient obligé à promulguer cet édit. Le lendemain de l'émission, sortant de ma réserve habituellement de mise dans mes relations

²³Les théories dites « protochroniques », répandues dans des contextes historiques et socioculturels très divers, présupposent l'idée d'une origine primordiale séparée pour chaque peuple.

ethnographiques, j'ai signifié à Gérard Quidal que les assertions de son invitée étaient dépourvues, d'après moi, de tout fondement historique. Comme il l'a fait durant l'émission, mon interlocuteur réitéra son adhésion aux idées de Djenna, car, selon lui, elle sait « très bien faire la part des choses et ne pas mettre tous les Blancs dans le même sac ». Il se disait désormais convaincu que Charlemagne « était un nègre » et qu'une telle découverte ravivait en lui le souvenir de ses années d'écolier, lorsque les enfants avaient été obligés d'apprendre des chansonnettes sur Charlemagne et de fabriquer des petits drapeaux tricolores attachés à une ficelle de coco qu'ils agitent lors de l'arrivée du général de Gaulle en Guadeloupe. Rappelant cet épisode, il observa que « ce n'était pas rien » et mit en relation ce moment, qu'il jugeait inoubliable mais psychologiquement ~~contraignant~~ perturbant, avec les propos de Djenna. Si Gérard Quidal est pourvu d'une expérience politique lui permettant, dans bien d'autres occasions, de saisir différemment les causes structurelles de l'aliénation guadeloupéenne, il était aussi sensible à une narration où la mélanine aurait joué un rôle essentiel. Le récit des origines de Djenna ne marquera probablement pas longtemps les consciences des auditeurs de *Radyo Tanbou* ni même celle de mon interlocuteur. Il reste que ce discours témoigne d'une sorte de volonté d'invoquer l'autochtonie de la peau noire sur le sol caribéen. Gérard Quidal fit également référence à certaines déclarations, d'après lui, « dangereuses », colportées d'ailleurs par des Antillais, suivant lesquelles les Afro-descendants ne seraient pas les légitimes détenteurs d'une terre qui avait été la propriété des populations amérindiennes disparues. Dans le sillage de Djenna, il considérait que ces populations étaient, elles aussi, « noires ».

Comme certains animateurs de *Radyo Tanbou* me l'ont confirmé, de tels débats n'auraient pas bénéficié de tant de temps d'antenne au cours des premières décennies d'existence de la radio. Leur fréquence tend à renouveler la quête convulsive de l'identité antillaise façonnée par un passé marqué par l'esclavage et un présent perçu par un certain nombre de mes interlocuteurs comme étant encore colonial. Ces développements semblent énoncés comme des sortes de capsules argumentatives au sein d'un discours où elles ne tiennent pas une place stable. Il s'agirait plutôt d'un usage conjoncturel de références pseudo-historiques qui permettent d'évacuer, d'une manière intermittente, une chronologie et des schémas que des Guadeloupéens ressentent comme oppressifs, afin d'imaginer leur propre récit des origines.

Quittons momentanément le studio radiophonique de Pointe-à-Pitre et suivons à présent Gérard Quidal, ainsi que d'autres membres du mouvement nationaliste, sur les sites commémoratifs couverts par les émissions de *Radyo Tanbou*.

Relayer les commémorations du mois de mai guadeloupéen

À côté des émissions radiophoniques et des discussions quotidiennes, le souvenir de l'esclavage, de la colonisation et de la lutte indépendantiste se fabrique dans la célébration de chronotopes mémoriels chargés de significations hétéroclites. L'expression d'« héméronymes commémoratifs » rend bien compte du relief médiatique que prennent certaines dates :

« L'héméronyme désigne [...] une famille de faits qui s'étendent dans le temps, et non un évènement unique et bien délimité, puisque par définition l'évènement n'est jamais homogène et ponctuel ; d'une certaine façon, il est toujours période. Cependant, sa morphologie et son faible contenu sémantique, qui le prédispose aux relations désignatives plus que nominatives, effacent la durée de l'évènement, contrairement à d'autres désignants évènementiels qui portent en eux

des sèmes de temporalité (“conflit”, “guerre”), ou à ceux qui l’ignorent par simple omission, comme le toponyme évènementiel [par exemple : Tchernobyl]. Autrement dit, il balise lui-même sa propre durée (très brève), commence par une irruption (ou du moins par un fait qui est perçu comme tel) et institue sa propre date de commémoration » (Calabrese Steimberg 2008 : 120).

Les dates peuvent ainsi devenir des « mots-événements » (Calabrese Steimberg 2008), voire les *topoi* d’un temps sanctuarisé. Si tout héméronyme « est l’aboutissement d’un processus de condensation du sens » (*Ibid.* : 119), la situation guadeloupéenne pose la question des significations qui scandent et altèrent une durée mémorielle. L’extensibilité de ces mots-événements est à la fois sémantique et temporelle, car la mise en valeur aussi ritualisée d’un jour ou de plusieurs jours d’une histoire installe une continuité dont le moment célébré serait le point initial d’un souvenir à perpétuer.

Comme nous l’avons vu, le thème de l’esclavage n’a pas fait l’objet d’une attention particulièrement importante dans les émissions de *Radyo Tanbou* ou dans le mouvement nationaliste au cours des décennies précédentes. Toutefois, mes interlocuteurs ont tenu à signaler la publication, par le Syndicat général pour l’éducation en Guadeloupe (SGEG), du livre pionnier *A pa Schoelcher ki libéré nég*²⁴ (« Ce n’est pas Schœlcher qui a libéré les Noirs ») (1983), ainsi que la lutte menée par le même syndicat pour faire reconnaître la date du 27 mai comme le jour de la fête de l’abolition de l’esclavage. Dès les années 1980, le mouvement patriotique avait défini un certain nombre de repères chronologiques auparavant inconnus ou occultés, qui reviennent à présent au centre du débat politique²⁵. La ferveur commémorative actuelle se caractérise par un

²⁴Jean-Pierre Sainton, professeur d’histoire contemporaine à l’Université des Antilles en Guadeloupe, serait, selon son propre témoignage, l’auteur du livre (communication personnelle).

²⁵Il est intéressant de rappeler que, dans diverses communes de Guadeloupe, au mois de juillet, les dates rapprochées de la Saint-Victor, le 21, et celle de la naissance de Victor Schœlcher, le 22, sont encore

enchevêtrement relativement inédit de dates anniversaires. Certaines journées sont investies d'une polysémie permettant de remémorer dans le même lieu des faits qui se sont produits à des époques et dans des contextes différents. L'intensité émotionnelle de ces journées se trouve renforcée du fait que trois d'entre elles se suivent dans le calendrier civil : le 26 mai 1802, sacrifice de Louis Delgrès à Matouba [III. 2] ; le 27 mai 1848, deuxième abolition de l'esclavage ; les 27-28 mai 1967, massacre de grévistes et de manifestants sur la place de la Victoire à Pointe-à-Pitre²⁶.

aujourd'hui officiellement réunies et célébrées, quoique d'une manière moins solennelle que par le passé.

²⁶La violente répression des forces de l'ordre entraîna la mort d'une dizaine de personnes. Elle fut suivie du procès, en Guadeloupe et à Paris, de dix-neuf militants liés au Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe (GONG), cf. : Raymond Gama & Jean-Pierre Sinton (1985) ; Sylvain Mary (2021) ; Julien Mérian (2017) ; Jean-Pierre Sinton (2012).



2. Manifestation devant la stèle commémorant Louis Delgrès. À gauche, tête baissée, Joseph Biabiany dit “Biabs”, figure bien connue de l’indépendantisme guadeloupéen. Au centre, le militant et correspondant de *Radyo Tanbou* Gérard Quidal, un micro à la main, enregistre Eric Desfontaines. À ses côtés se tiennent Gaston Samut (casquette rouge) et Luc Reinette, juste derrière. Matouba (Guadeloupe), 26 mai 2021 © Gaetano Ciarcia

Radyo Tanbou accorde un large écho à ces anniversaires, en enregistrant notamment les discours prononcés par les militants *in situ* et en donnant aux auditeurs la possibilité d’intervenir à l’antenne lors des débats qui précèdent et/ou suivent les meetings organisés à cette occasion. Au cours des émissions, en particulier celle du « Gran kozé », ou pendant les conversations téléphoniques avec les auditeurs après le journal du matin, les faits du passé sont constamment mis en relation avec la situation actuelle, attestant de la permanence d’une oppression coloniale et raciale. En mobilisant la chronologie pour expliquer le contexte guadeloupéen, les participants à ces échanges insistent sur les éléments fondateurs de leur identité : l’esclavage, l’afrocentrisme, la colonisation et les révoltes pour l’indépendance et, enfin, la langue créole. De cette combinaison de dates et de motifs, un bricolage mémorial émerge. Par exemple, lors de la commémoration

des morts de mai 1967, devant la fresque qui représente cet événement à la Darse de Pointe-à-Pitre, MarieGwladup Cinna, présidente du Mouvement international pour les réparations (MIR) Guadeloupe accompagnait ou suivait les prises de paroles des officiants par un geste inspiré de la ritualité yoruba relatif au *ashé* (« force », « énergie » ; en créole : *aché*). Les témoins oculaires des événements de mai 1967 participaient ainsi à leur mythification par la ritualisation de l'épisode. Si ces derniers sont porteurs d'un passé dont ils ont eu une expérience physique directe, ce sont les interventions des maîtres de cérémonies qui ont conféré à ce passé une valeur sémantique nouvelle, susceptible de faire communauté et de construire une « postmémoire » (Hirsch 2012) :

« Le terme de postmémoire décrit la relation que la “génération d’après” entretient avec le trauma culturel, collectif et personnel vécu par ceux qui l’ont précédée, il concerne ainsi des expériences dont cette génération d’après ne se “souvient” que par le biais d’histoires, d’images et de comportements parmi lesquels elle a grandi » (Hirsch 2014).

Pourtant, en Guadeloupe, cette relation au passé est plus étendue et stratifiée. Elle affecte les différentes générations d'un « après » dont les origines sont, parmi d'autres, l'Afrique perdue et/ou l'époque de l'esclavage. La revendication d'un traumatisme hérité entre ici en correspondance avec la notion de postmémoire qui tient moins compte de la transmission psychique inconsciente d'un fait devenu primordial que d'une redéfinition stratégique ou émotionnelle d'un passé dramatique²⁷. Le temps commémoré fait alors l'objet d'une mutation lente qui s'appuie sur des dires et des images disponibles *ex post*, mais aussi pensables *ex ante*, en vue d'un projet politique et

²⁷Pour une réflexion sur la portée temporelle du traumatisme dans des sociétés post-esclavagistes, cf. Ron Eyerman (2004)

identitaire fondé sur la condition de victime. De tels récits, supposés véhiculer une immédiateté et une évidence, cohabitent avec des gestes qui renvoient à une « essence » identitaire africaine à redécouvrir, voire à inventer, devant un auditoire qui peut parfois se montrer surpris. Lors de la libation aux ancêtres le 26 mai 2021 à Pointe-à-Pitre devant la fresque qui se trouve à la Darse [Ill. 3], au cours de laquelle MarieGwladup Cinna invita les personnes présentes à prononcer le mot *aché*²⁸, la voix d'une personne âgée s'est élevée dans le public pour demander à la maîtresse de cérémonie d'épeler le terme. Une telle question apparemment anodine a montré le décalage entre des militants sensibles à des éléments emblématiques d'une identité africaine et d'autres qui, d'une manière la plus « banale », se préoccupaient de savoir comment transcrire le mot yoruba invoqué. Cette requête formulée à brûle-pourpoint, qui déstabilisa le moment rituel en provoquant un embarras passager suggère un clivage entre une pensée forgée par l'apprentissage écrit de la parole et une notion que la présidente du MIR tentait de rendre familière. Cet épisode peut également être l'expression d'une tension générationnelle entre, d'un côté, MarieGwladup Cinna et son imaginaire afrocentré et, de l'autre, un interlocuteur témoin des événements de mai 1967.

²⁸Le lendemain, lors d'une marche commémorative qui a eu lieu dans les environs de la plantation Danglemont où, en 1802, Louis Delgrès avec une partie de ses camarades, alors qu'ils étaient encerclés par les troupes napoléoniennes, se firent exploser, une autre libation du même genre s'est déroulée au pied du fromager Delgrès, l'arbre géant sur les branches duquel avaient été pendus certains des révoltés qui n'avaient pas périés dans l'explosion. À plusieurs reprises, lors de mes enquêtes, j'ai observé la répétition de ce geste, comme au moment de l'ouverture de la journée d'« auto-réparation » (cf. *supra*).



3. Debout devant la fresque commémorant les victimes de mai 1967, MarieGwadlup Cinna effectue une libation. À gauche, des participants arborent des drapeaux et des tee-shirts aux couleurs de la Guadeloupe indépendantiste. Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), 26 mai 2021 © Gaetano Ciarcia

Pour les indépendantistes guadeloupéens, le mois de mai des commémorations donne à penser la domination française et blanche sur la longue durée. À rebours des discontinuités qui affectent la réminiscence de cette domination, une appartenance commune est donc imaginée comme résultante d'un passé à la fois datable et prêt à son « immémorialisation ». Par « immémorialisation », j'entends une activité de mythification de références ou d'expériences historiques, par exemple, le marronnage, la révolte de 1802, la grève et le massacre de 1967. Les temps de l'esclavage et de la colonisation ne deviennent pas ici légendaires faute de repères chronologiques, mais en raison de leur réitération discursive qui empêche d'y mettre un terme. La

commémoration simultanée d'une série de dates exprime alors l'intention implicite d'évoquer les figures héroïques d'une époque en associant à leur souvenir celles d'autres héros ou de victimes ayant vécu à des périodes précédentes ou successives et dont les hommages actuels prolongent le combat. En ce sens, le continuum des nombreuses célébrations produit un effet d'écho entre le sacrifice de Jacques Nestor en 1967 et celui d'Ignace, officier et camarade de Louis Delgrès, en 1802. Tout comme le décès de Claude Jean-Pierre à Deshaies en 2020, réactive le souvenir de la mort de Gildas Landres, tué en 1967.



4. Cérémonie à la mémoire du militant Gildas Landres. Sur place pour *Radjo Tanbou*, Gérard Quidal tend son micro à qui ??? Quelle chaîne de télé est présente ? Cimetière de Sainte-Rose (Guadeloupe), mai 2021 ou février 2019, ? © G. Ciarcia

Bien entendu, les acteurs des commémorations distinguent très clairement les différents événements en jeu, mais ils sont aussi convaincus de l'existence d'une trame faite d'injustices qui demandent réparation. Ainsi, depuis les premières années de diffusion

de *Radyo Tanbou*, ces dates emblématiques résonnent sur les ondes telles des matrices mémorielles d'une lutte ancienne et perpétuelle contre l'État français. Le souvenir « multidirectionnel » de cette lutte puise, de manière simultanée ou alternative, dans trois sources temporelles principales : la domination esclavagiste, la domination coloniale et la domination postcoloniale. J'emprunte ici l'expression « multidirectional memory » à Michael Rothberg (2009) qui proposait de dépasser la lecture présentant les mémoires de l'Holocauste ou de l'esclavage comme antagonistes. Si Rothberg met en exergue les interactions et les emprunts à l'œuvre entre ces mémoires, le cas guadeloupéen constitue une variation significative de la créativité multidirectionnelle du souvenir. Les usages commémoratifs de différents faits historiques et leurs anachronismes élaborent un continuum qui a pour horizon d'attente l'indépendance. Dans cet espace-temps, la radio devient un medium de solennisation des jours-socles d'une histoire patriotique à venir, comme si elle était l'organe d'un gouvernement résistant en exil. La question raciale sous-jacente à la célébration de ces trois périodes historiques, occupe une place importante, fût-elle implicite ou proclamée, dans la lecture de l'actualité, mais aussi de la sujétion guadeloupéenne. En effet, j'ai entendu à l'antenne ou hors-studio de nombreuses personnes comparer le présent à une situation « rayée », tel un disque qui répète sans cesse des motifs du passé. Bien évidemment, je n'emploie pas l'expression de « disque rayé »²⁹ dans un registre dépréciatif. J'entends souligner ici comment cette mémoire brisée caractérise le rapport des locuteurs et des auditeurs de la radio à un passé dont le souvenir est déchirant. Sur *Radyo Tanbou*, les

²⁹L'un de mes interlocuteurs béninois, Édouard Adé, sociologue et prêtre catholique du mouvement *Méwihwéndo* (« Le Sillon noir »), avait aussi utilisé cette expression au sujet de la répétition incessante de récits commémoratifs du passé de l'esclavage.

programmes rappellent constamment des faits qui confirmeraient la persistance, à travers les siècles, d'un assujettissement à un État colonialiste français. Une telle dimension argumentative n'est monocorde qu'en apparence. Si on l'écoute attentivement, le « disque rayé » ne bégaie pas. Il émet des énoncés pouvant être discordants entre eux et relativement nouveaux par rapport aux contenus privilégiés par la radio à l'époque de ses débuts.

La couleur n'a jamais été absente du questionnement identitaire. La violence et la domination esclavagistes lui ont conféré *ab origine* une place cruciale dans des représentations identitaires racialisées (le Noir, le Mulâtre, le Blanc créole et leurs variations successives). Deux exemples, bien que très éloignés dans le temps et pour leurs significations, en témoignent parmi beaucoup d'autres : l'usage politique, à la fin du XIX^e siècle, de la notion de « négritisme » chez Hégésippe Légitimus (1868-1944), premier député noir et fondateur du parti socialiste guadeloupéen, qui mobilisa le thème de la couleur afin de rassembler son électorat « noir » (Adelaïde-Merlande 1971) ; la relation établie entre « conscience de race, conscience de classe, conscience nationale » par le professeur de philosophie et militant du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) Henry Bernard, pour reprendre le titre de sa retentissante conférence, prononcée en 1970 à l'Institut Gérard-Lauriette de Basse-Terre, et enregistrée sur un disque vinyle qui sera interdit à la vente par les autorités françaises³⁰. De nos jours, la question raciale est reprise dans une perspective afrocentrique et coloriste. Aux demandes du Mouvement international pour les réparations s'ajoute la

³⁰Pour ces informations, je remercie Gustav Michaux-Vignes, responsable de l'« Espace musique et cinéma » de la Médiathèque Caraïbe Bettino Lara de Basse-Terre.

revendication du Comité international des peuples noirs (CIPN) de ne plus utiliser le terme « esclaves » et de le remplacer par celui d'« AFRES » : « Africains réduits en esclavage » (Brochant, Jacqueray & Reinette 2020).

De formation marxiste, les fondateurs de *Radyo Tanbou* ont adhéré pendant plusieurs décennies à un registre de discours internationaliste dont la « Conférence des dernières colonies françaises » de Bonne-Veine (1985) sur le territoire de Grande-Terre a été un moment politique saillant (Guillerm 2007). Si, aujourd'hui, l'interprétation de la lutte des classes est en partie remplacée par l'éloge des origines africaines, cette lecture cohabite, et parfois entre en collision, avec les récits d'une créolisation vectrice de solidarité. Par exemple, la formule « Tous Créoles »³¹ faisant référence de façon très approximative à la pensée d'Édouard Glissant est relayée par les tenants d'une réinvention culturelle et identitaire d'un peuple désireux de vivre sa créolité de manière apaisée. À l'inverse, elle est rejetée par les militants indépendantistes. Comme l'un de mes interlocuteurs de *Radyo Tanbou* me l'a confié : « Maintenant, ils [les Békés, descendants des anciennes familles esclavagistes essentiellement d'origine martiniquaise] disent “Tous Créoles” pour toujours nous couillonner ». En revanche, le renvoi à une ancestralité africaine primordiale amplifie les antagonismes dans l'espace commémoratif de l'esclavage et de la colonisation. La réparation des crimes subis par les populations locales devient la condition *sine qua non* d'une réconciliation effective avec les populations blanches considérées, de fait, comme les héritières de la nation

³¹Sur l'invocation de ce motif identitaire, voir le site de l'association éponyme : <https://touscreoles.fr/presentation-de-lassociation/>

française ayant infligé des siècles d'oppression aux déportés d'Afrique³². Si certaines voix de la radio insistent sur la nécessité d'une reconnaissance ou d'une réparation comme étape fondamentale qui permettrait de négocier une indépendance ou une autonomie avec la France, la ferveur héméronymique fait aussi résonner la matrice de l'esclavage comme une force susceptible d'effacer la tache d'une identité noire qui reste à décoloniser.

La quête identitaire : la souche africaine et le scandale des ancêtres gaulois

Même si en Guadeloupe, durant des ~~situations~~ moments de convivialité, il m'est arrivé d'observer le geste d'offrande de nourriture ou d'alcool (rhum ou bière) aux ancêtres, la libation « yoruba » lors de la cérémonie à la mémoire des événements de mai 1967 participe de la diffusion du courant afrocentrique au sein des milieux indépendantistes. MarieGwadelup Cinna, la présidente du MIR (Mouvement international pour les réparations) Guadeloupe, en est l'une des figures les plus représentatives. Après l'avoir rencontrée une première fois dans les studios de *Radyo Tanbou* au cours d'une émission où elle intervenait en 2017, je l'ai retrouvée au fil des ans sur divers lieux commémoratifs. Pour elle, comme pour d'autres de mes interlocuteurs qui revendiquent une appartenance chamitique³³, le leitmotiv idéologique des ancêtres gaulois dans les

³²Précisons que cette violence s'est également exercée sur les travailleurs africains et indiens engagés sous contrat et arrivés aux Antilles au XIX^e siècle, après l'abolition de l'esclavage de 1848. Sur l'histoire de l'« engagisme » antillais, cf. Céline Flory (2015).

³³C'est-à-dire une identification aux peuples de l'Afrique présentés dans la Genèse comme les descendants de Cham, le fils maudit de Noé.

cours d'histoire de l'école républicaine française, il y a encore quelques décennies, a empêché les Guadeloupéens de commémorer leurs vrais ancêtres :

« Ma mère apprenait “Nos ancêtres les Gaulois”, c'était ma mère, pas ma grand-mère. Quand, moi, je suis rentrée à l'école, j'ai eu aussi à entendre parler de “nos ancêtres les Gaulois”, d'accord ? Et ceci ce n'est pas du tout normal, parce quand on regarde nos faciès, on voit bien que je n'ai rien d'Astérix ou de ne je ne sais qui. C'est bien pour vous montrer à quelle dimension était l'histoire enseignée chez nous, alors on a été obligés de mener des luttes politiques, culturelles, historiques, pour enfin avoir droit aux commémorations [...] Durant l'esclavage, [ils] étaient des meubles, des choses, des végétaux, étaient tout ce que vous voulez. Ils étaient appelés avec diverses formes de nom, mais ils n'étaient pas considérés comme des êtres humains. Les commémorations nous permettent de dire que nos ancêtres étaient des êtres humains, sont des ancêtres humains, nous sommes des êtres humains » (Pointe-à-Pitre, entretien du 28 mai 2018).

Lors de nos discussions, mais aussi dans les propos que je lui ai entendus tenir à l'antenne, la question fondamentale des réparations est associée à celles des commémorations et du métissage, appréhendé comme le résultat dramatique d'un « sang-mêlé sous la contrainte » :

« Si tu ne sais pas ton histoire, si tu ne sais pas qui tu es, si tu ne maîtrises pas la personne que tu es, tu ne pourras pas demander des réparations. Tu vas être dans une continuité de faire comme l'autre, de voir l'autre et tu vas t'oublier, c'est pour ça que les réparations ne vont pas sans les commémorations » (Pointe-à-Pitre, entretien du 28 mai 2018).

« Quand on parle du métissage, je ne sais de quoi on parle exactement, d'accord ? Il y a eu du sang-mêlé, je n'appelle pas métissage ce qu'ils appellent du métissage, et il y a eu beaucoup de sang-mêlé sous la contrainte, on est fiers de ce qu'on a reçu de façon gentille, honnête, avec bonheur, mais quand on reçoit les choses avec violence, on ne peut pas en être fiers, on doit faire ce deuil-là, d'où la nécessité des points mémoriels, des endroits où on peut se recueillir, c'est ça, ça aussi ça en fait partie, et alors pour venir au métissage, on me parle de métissage chaque fois que je dis “Vous me devez quelque chose”, chaque fois que j'essaie de dire “Vous avez mal fait”, chaque fois que je dis “Remettez-vous en question”. Là on parle de métissage, quand je suis à Paris et je prends le métro et on me demande ma carte d'identité ou mon passeport, on ne me parle pas de métissage, je ne suis qu'une négresse, d'accord ? Mais, à moi, on me renvoie toujours au métissage, quand le Français, l'Européen saura se mettre debout pour assumer son histoire, là on parlera de métissage » (Pointe-à-Pitre, entretien du 28 mai 2018).

D'après MarieGwadlup, ceux qui, tout en ayant la « peau bien foncée », sont satisfaits de compter parmi leurs ancêtres des Blancs manifestent un besoin pathétique de « vouloir renaître » dans une identité fictive. Ce désir serait, d'après elle, révélateur du fait qu'ils ne sont pas « en harmonie avec le passé et leur identité, comme le maître nous demande de le faire ». Contre cette entreprise de falsification, les réparations financières les dédommageront de ce que les anciens esclaves et leurs descendants ont payé et continuent de payer pour leur émancipation. Dans les propos de MarieGwadlup, les cadres temporels se superposent sans cesse : en tant qu'afro-descendante, elle devient le sujet qui témoigne de la violence subie par ses ancêtres ; en tant que femme maintenue dans une situation de domination, elle se bat pour **obtenir** une nouvelle liberté. L'indépendance guadeloupéenne à venir est ici vécue comme la condition ultime d'un combat qui a commencé il y a des siècles :

« Alors nous disons que nous voulons des réparations financières, le reste, mémoriel, pourquoi pas, puisqu'ils l'ont déjà décidé, mais les réparations financières surtout, car on peut pas avec la loi de Schœlcher décider d'indemniser les esclavagistes, ceux qui ont commis la barbarie, et dire à ceux qu'on a kidnappés, qu'on a violés, volés, pillés leur santé, leur personne, leur humanité, leur dire aujourd'hui : “On vous doit rien, car on vous a donné une étiquette de citoyens”, mais *j'étais citoyenne* en Afrique, mes parents, mes grands-parents étaient citoyens en Afrique, parce qu'on m'a donné quelle étiquette de citoyenne, citoyenne du monde ? *J'y étais déjà* ; ils m'ont donné simplement une étiquette de personne rattachée à leur servitude, mais ils ne m'ont pas donné de citoyenneté, parce que *je l'avais, je la possédais déjà*, aujourd'hui on dit les réparations financières ils doivent nous les donner »³⁴ (Pointe-à-Pitre, entretien du 28 mai 2018).

³⁴À noter que, selon une interprétation que j'ai souvent entendue lors de mes missions, Victor Schœlcher est ici considéré comme l'auteur d'une loi d'indemnisation des anciens propriétaires d'esclaves qu'il n'a pourtant ni jamais conçue ni soutenue, cf. Jessica Balguy (2020). Sur Victor Schœlcher et la fabrication d'une mémoire anti-schœlchériste à la Martinique, cf. Marie-José Jolivet (1987) ; et sur la relation entre le principe de la citoyenneté et l'après-esclavage aux Antilles françaises, cf. Syliane Larcher (2014).

Je souligne dans les propos ci-dessus les mots qui mettent en exergue les différentes temporalités à travers lesquelles le « moi » collectif de MarieGwadelup devient le sujet d'une généalogie que sa parole actualise. Tout se passe comme si elle *était et est* les ancêtres dont la vie et la mort sur les plantations doivent être réparées³⁵. Comme c'est le cas dans bien d'autres contextes commémoratifs, les mêmes individus peuvent devenir à la fois les témoins d'un crime en différé et les héritiers de ses effets³⁶. Celles et ceux qui portent les stigmates d'une descendance se transforment en victimes endurantes et indigènes – encore et « déjà là » – non seulement d'un espace, mais aussi d'une époque présentifiée. D'après MarieGwadelup, les réparations doivent être effectuées par les États actuels, héritiers des puissances esclavagistes d'autrefois qui demeurent des nations colonisatrices, comme c'est le cas de la France. Une telle logique implique parallèlement un travail d'« autoréparation » par les descendants des Africains déportés en esclavage. C'est dans cette optique que s'inscrit l'émission « Sankofa », enregistrée tous les dimanches en direct, de 13h30 à 15h30 sur *Radyo Tanbou* depuis 2017, puis retransmise au cours de la semaine. Avec ce programme, les deux militantes du MIR responsables de l'émission – Frédérique, animatrice dans une maison de quartier et Afwa, professeure d'anglais [Ill. 5] – tentent de réhabiliter la souche africaine de

³⁵En ce sens, il est possible de mettre en perspective cette incarnation des ancêtres avec le récit porté par l'association *Lanmou ba yo* (« L'amour pour eux ») au cours des cérémonies commémoratives qui avaient lieu, tous les 27 mai, sur la plage de l'anse Sainte-Marguerite sur l'île de Grande-Terre, il y a encore quelques années, avec toutefois une différence considérable : dans le discours de *Lanmou ba yo*, il n'était pas question de réparation, mais plutôt d'une communion des Guadeloupéens d'aujourd'hui avec la figure sacralisée des ancêtres esclaves (Ciarcia & Monferran 2020 ; Ciarcia 2020b).

³⁶Un phénomène que j'ai pu observer lors des pèlerinages de groupes d'Afro-Américains au Bénin, mais aussi durant des cérémonies commémoratives à Nantes et à Bordeaux (Ciarcia 2013, 2020b, 2023). D'une manière plus générale, l'identification à des ancêtres victimes de ceux qui se revendiquent être leurs descendants ou héritiers est également à l'œuvre dans d'autres contextes, comme en Espagne avec la question de la mémoire de la guerre civile, cf. Aitzepea Leizaola (2007).

l'identité antillaise. En témoigne le nom même de l'émission choisi par Frédérique et Afwa, auquel elles attribuent une origine akan qui signifierait : « Allez chercher la connaissance, allez chercher dans l'histoire pour pouvoir justement aller de l'avant »³⁷.



5. À l'antenne de *Radyo Tanbou*. Awa (à gauche) et Frédérique (à droite), animatrices de l'émission "Sankofa". Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), 3 juin 2018 © Gaetano Ciarcia

À partir de recherches bibliographiques ou sur internet, elles commentent des mythes africains que la plupart des Guadeloupéens ont oubliés en les mettant en relation avec les savoirs détenus par des « anciens ». Elles entendent ainsi conférer une profondeur historique et une épaisseur anthropologique à des notions locales qui, autrefois, étaient considérées comme des superstitions ou des figures négatives, comme le « Nèg marron » :

³⁷Pour appuyer cette interprétation du mot, Afwa a évoqué l'image suivante : « *Sankofa* est représenté par un oiseau qui a le bec tourné vers sa queue, avec un œuf ou sans l'œuf ; cela veut dire questionner l'histoire pour avancer dans l'avenir ; il est aussi représenté en forme de cœur, le cœur qui est le siège de l'âme des Africains notamment depuis l'Égypte antique » (Pointe-à-Pitre, entretien du 3 juin 2018).

« À une certaine époque “Nèg marron”, dans le langage parlé, c’était presque une insulte ; nous estimons que le Nèg marron, c’est cette partie de la résistance et de la lutte pour la liberté. Il y a encore beaucoup à dire et beaucoup à apprendre des Nèg marrons, pour tout ce qu’ils ont légué, même en termes de pharmacopée, en termes de savoir-faire et de cette restauration de l’Afrique ; ils ont joué un rôle fondamental dans l’implantation de l’Afrique en Amérique, non, on ne sait pas. On se contente souvent de les imaginer comme des hors-la-loi, il y a donc cette image à retravailler dans notre esprit et dans notre conscience » (Afwá, Pointe-à-Pitre, entretien du 3 juin 2018).

La mythologie africaine est appréhendée comme une source de conscientisation :

« L’histoire veut qu’on ne prenne pas conscience de ce qui s’est passé avant et de qui on est vraiment, je pense qu’actuellement il y a plein de mouvements qui sont en train de se faire, les gens se posent énormément de questions, parce que les gens ont vraiment envie de savoir, les gens sont en train de prendre conscience que notre histoire n’a pas démarré à partir de l’esclavage, et que notre histoire ne dépend pas de Louis XIV ou de l’histoire de France, par rapport à ça déjà il est important de faire nos recherches, de faire revivre l’histoire du Nèg marron, pour connaître l’histoire de ce qui s’est passé avant » (Frédérique, Pointe-à-Pitre, entretien du 3 juin 2018).

Le Nèg marron n’incarne pas seulement une résistance, il est aussi le dépositaire d’un monde africain de l’« avant », d’un temps passé mais non disparu. Une vision à la fois endogène et diasporique de l’histoire est proposée aux auditeurs à travers le récit des entités africaines qui ont migré vers les sociétés caribéennes : « Ce n’est pas l’histoire de France qui nous a fait devenir ce qu’on est. On était déjà, on avait déjà une histoire bien avant » (Afwá). C’est en ayant recours à une cosmogonie locale encore « très difficile à cerner », selon leurs propres mots, qu’elles essaient aussi d’affranchir les Antillais d’un imaginaire « paralysant » : celui de la naissance des sociétés noires caribéennes dans la « cale du bateau »³⁸. D’après Frédérique et Awfa, un tel imaginaire

³⁸Cf. Pascal Ory, « Entretien avec Aimé Césaire », *FR3 Lille*, 1982, 15 mn 02.

développé par certaines personnalités afro-américaines³⁹, empêche de se représenter la création du monde et donc l'existence d'une « autorité » au-dessus du système esclavagiste. Ce système aurait finalement dépossédé les masses d'hier et d'aujourd'hui d'une cosmogonie dont Frédérique affirme, la richesse, la fonction morale et la nécessité d'en revendiquer l'héritage :

« Et puis surtout, on n'a pas la conscience d'avoir ce savoir, c'est important d'en parler afin que les gens comprennent qu'ils ne sont pas nés au fond du bateau, les gens doivent savoir qu'avant il y avait un peuple chamite, qui avait un savoir sur la nature et qui avait beaucoup de croyances. Et je pense qu'un peuple qui n'a pas mainmise sur sa propre histoire ne peut pas grandir sainement. Le moment, il est venu que les gens sachent qu'avant le bateau il y avait des gens qui avaient un savoir, qui avaient une connaissance sur la nature, qui vivaient très en harmonie avec la nature, qui avaient beaucoup de croyances, qui avaient beaucoup de coutumes, qui avaient une connaissance de l'essence de leur vie. Il faut le faire, donc on a choisi cette thématique » (Pointe-à-Pitre, entretien du 3 juin 2018).

L'Afrique s'oppose ainsi au chronotope du bateau comme entité, source d'un patrimoine où les termes « Yoruba », « Dogon », « Nommo », « Bambara », « Mami Wata »⁴⁰ sont des mots vénérables parmi d'autres, qui renvoient à des cultures matérielles et à une spiritualité avec laquelle les Guadeloupéens doivent se réconcilier :

« On définit toujours la religion guadeloupéenne comme étant le catholicisme, mais la science de l'invisible que nous avons en Guadeloupe ne vient certainement pas de la Bible » (Afwa, Pointe-à-Pitre, entretien du 3 juin 2018).

Afwa et Frédérique ont des parcours biographiques différents : la première est une Guadeloupéenne ayant toujours habité sur l'île, tandis que la seconde est née et a vécu pendant longtemps en France métropolitaine avant son « retour » en Guadeloupe.

³⁹Dans nos échanges, Afwa et Frédérique n'ont pas fait allusion à des références spécifiques, mais l'image de l'identité antillaise née dans « la cale du bateau » est proche de la représentation bien connue d'un « Atlantique noir » pensée par Paul Gilroy (2017 [1993]).

⁴⁰Sur la circulation mondialisée de certains symboles ou mots-symboles africains, cf. Éric Jolly (2014).

Malgré ces cheminements distincts, l'une et l'autre affirment que le déclencheur de leur quête identitaire et de leur engagement militant au MIR, puis à la radio, a été un questionnement sur leur phénotype. Dans leurs propos, elles soulignent le contraste entre leur apparence physique et l'enseignement de l'histoire qu'elles ont reçu en tant que citoyennes françaises. Frédérique évoque le thème des ancêtres gaulois – entendu dans la bouche de militants d'âges très variés – comme un récit qui l'a d'abord interpellée, puis tardivement choquée, au moment de son installation en Guadeloupe :

« Pourquoi dans notre programme scolaire ils nous parlaient de nos ancêtres les Gaulois, alors que physiquement on n'a aucune apparence de Gaulois ? On n'a pas les cheveux blonds, les yeux bleus, selon ce qu'on m'a appris ; on mettait en avant juste cette histoire alors que la nôtre était mise à côté. Rien que par rapport à ça, j'ai eu envie de chercher et j'ai mené des recherches ; être rentrée au MIR pour moi, c'est de réparer ce qu'à moi, on m'a pas appris, c'est une manière de transmettre aux enfants, de transmettre aux gens autour de moi ; être au MIR c'est ça, c'est faire ressortir la vérité, et pouvoir la transmettre » (Pointe-à-Pitre, entretien du 3 juin 2018).

L'expression « Nos ancêtres les Gaulois », dérivée très probablement de la phrase « Autrefois notre pays s'appelait la Gaule et les habitants s'appelaient les Gaulois » (Cours élémentaire, 1), est extraite du manuel d'histoire *Le Petit Lavisse* – imprimé entre 1884 et 1914, et présente dans le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, publié en 1887 (Bourdon 2017), tandis que « Nos ancêtres les Gaulois » a été employée par Henri Salvador, d'origine guyanaise, dans la chanson « Faut rigoler » dont les paroles avaient été écrites, en 1958, par Boris Vian. Si la durée et l'étendue de sa circulation hors du territoire européen français ont été débattues⁴¹, ce trope est avant tout lié de manière implicite au souvenir, direct ou indirect, de l'altération de l'identité

⁴¹Sur les hypothèses du mythe de l'enseignement de l'histoire des ancêtres gaulois, par exemple, dans le Sénégal colonial, cf. Denise Bouche (1968).

originelle de certains de mes interlocuteurs antillais, survenue à la suite d'un apprentissage scolaire en milieu colonisé. Ainsi, la couleur de la peau enseignée **devient** **est** elle-même la preuve d'une vérité nationale française **devenue**, sous forme de stéréotype, la « t(race) » (Bonniol 2020) pérennisée d'une domination. En ce sens, « Nos ancêtres les Gaulois » peut être envisagée comme une « phrase syndrome » en tant que « manifestation symptomatique d'une logique » (Chavoz 2021 : 57), supposée détentrice d'une évidence proverbiale et d'une autre vérité antagoniste⁴². Une telle formule illustre aussi une logique morale et politique mise en exergue par Kwamé Anthony Appiah (2004). En effet, la demande de réparation implique la reconnaissance visible des effets du mal subi par des communautés d'êtres humains sur des individus en chair et en os vivant aujourd'hui. L'apparence physique est « spontanément » inscrite dans la peau de celles et ceux qui se revendiquent, dans le présent, comme étant à la fois les descendants de ces communautés et les porteurs ~~des conséquences~~ d'une continuité raciale toujours à l'œuvre.

*

Comparée à d'autres sources ethnographiques que j'ai étudiées sur le terrain guadeloupéen, ma recherche autour de *Radyo Tanbou* m'a permis d'aborder *in vivo* comment les paroles échangées ou entendues avec et par mes interlocuteurs sont également des voix qui se battent dans un espace public commémoratif. Au sein de cet espace, la *couleur* de la descendance africaine à affirmer est devenue le sémiophore d'un héritage biologique et politique, mais aussi une manière de vivre les affaires médiatisées

⁴²Dans le prolongement de cette remarque, il est possible de considérer le terme « endogène » comme un « mot-syndrome ».

de l'actualité, comme la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 qui occupa une très grande partie des débats à la radio aux mois de mars et avril 2022, lors de ma pénultième mission en Guadeloupe⁴³.

Je terminerai par l'évocation d'une émission proposée par Jean-Claude Dongal et Jozéjéra Toucet, chanteur et fondateur de l'association *Vwakalité* (« Vocalité »). Les samedis matin, à 9h, tous deux animent ce programme de « décolonisation vocale », né de la conviction que les mots altèrent la conscience que les individus ont d'eux-mêmes. À l'antenne, Jozéjéra Toucet évite d'employer le mot « colonisation » et ses dérivés car, selon lui, leurs usages perpétuent une condition de soumission. Il avait adopté le même principe durant l'émission que j'avais enregistrée sur place, le 9 avril 2022, avec l'invité du jour Denis Deloumeaux, agent administratif au Centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre, suspendu de ses fonctions pour avoir refusé le passe sanitaire, et qui avait ensuite mené une grève de la faim pendant 24 jours. Jozéjéra Toucet avait peu prononcé le terme « suspendu » car, comme il me le faisait remarquer, ce terme implique une condition à dépasser. En l'écoutant, il m'a semblé qu'il attribuait, à la voix et aux mots prononcés à la radio, le défi d'extraire les consciences – la sienne et celles de ses auditeurs – des sillons du disque rayé par la domination esclavagiste et coloniale.

*Centre national de la recherche scientifique
Institut des mondes africains, Campus Condorcet, Aubervilliers*
ciarcia.gaetano@wanadoo.fr

⁴³Le lien entre le passé de l'esclavage, le projet politique indépendantiste et les conjonctures produites par la crise sanitaire fera l'objet d'un autre article.

Mots clés : Guadeloupe, usages du passé, indépendantisme, mémoire de l'esclavage, logiques sociales de la couleur, radio

Keywords : Guadeloupe, uses of the past, independence, memory of slavery, social logics of colour, radio

RÉFÉRENCES CITÉES

Adélaïde-Merlande, Jacques

1971 *Troubles sociaux en Guadeloupe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle (1895-1910)*. Pointe-à-Pitre, Centre d'enseignement supérieur littéraire (« Études et documents. Groupe universitaire de recherches inter Caraïbes »).

Adélaïde-Merlande, Jacques, René Bélénus & Frédéric Régent

2002 *La Rébellion de la Guadeloupe 1801-1802*. Gourbeyre, Archives départementales de la Guadeloupe.

Appiah, Kwamé Anthony

2004 « Comprendre les réparations : une réflexion préliminaire », *Cahiers d'Études africaines* 173-174 : 25-40. En libre accès :

<https://journals.openedition.org/etudesafriaines/4518>

Bakhtine, Mikhaïl

1978 « Formes du temps et du chronotope dans le roman : essais de poétique historique [1937-1938] », in *Esthétique et théorie du roman*. Trad. du russe par Daria Olivier. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des idées ») : 235-398.

Balguy, Jessica

2020 *Indemniser l'esclavage en 1848 ? Débats dans l'Empire français du XIX^e siècle*. Paris, Karthala/Aubervilliers, CIRESC (« Esclavage. Documents » 3).

Bessire, Lucas & Daniel Fisher

2012 « Introduction. Radio Fields », in Lucas Bessire & Daniel Fisher, eds, *Radio Fields. Anthropology and Wireless Sound in the 21st Century*. New York-London, New York University Press : 1-47.

Blérald, Alain-Philippe

1988 *La Question nationale en Guadeloupe et en Martinique. Essai sur l'histoire politique*. Préf. de Georges Lavau. Paris, L'Harmattan.

Bonniol, Jean-Luc

1992 *La Couleur comme maléfice. Une illustration créole de la généalogie des « Blancs » et des « Noirs »*. Paris, Albin Michel (« Bibliothèque de synthèse »).

Bonniol, Jean-Luc

2020 « (T)Race : la couleur de la peau, inscription corporelle d'une origine servile », *Ethnologie française* 50 : 299-312. En libre accès : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2020-2-page-299.htm>

Bouche, Denise

1968 « Autrefois, notre pays s'appelait la Gaule... Remarques sur l'adaptation de l'enseignement au Sénégal de 1817 à 1960 », *Cahiers d'Études africaines* 29 : 110-122. En libre accès : https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1968_num_8_29_3126

Bourdon, Étienne

2017 *La Forge gauloise de la nation. Ernest Lavisse et la fabrique des ancêtres ?* Lyon, ENS Éd.

Brisset-Foucault, Florence

2019 *Talkative Polity. Radio, Domination, and Citizenship in Uganda*. Athens, Ohio University Press.

Brochant, Nita, Jaklin Jacqueray & Luc Reinette

2020 « AFRÈS, notre identité et notre combat commun », in Mouvement international pour les réparations, ed., *Réparations. Une exigence urgente pour l'Humanité*. Dakar, Diasporas Noires (« Racines ») : 185-191.

Calabrese Steimberg, Laura

2008 « Les héméronymes : ces évènements qui font date, ces dates qui deviennent des évènements », *Mots. Les langages du politique* 88 : 115-128. En libre accès : <https://journals.openedition.org/mots/14443>

Chavoz, Ninon

2021 *Inventorier l'Afrique. La tentation encyclopédique dans l'espace francophone subsaharien des années 1920 à nos jours*. Paris, Honoré Champion (« Francophonies »).

Ciarcia, Gaetano

2013 « L'endogène et le diasporique : sphères publiques de connexion entre culture vodun et passé de l'esclavage au Bénin », *Civilisations* 62 : 201-218. En libre accès : <https://journals.openedition.org/civilisations/3312>

Ciarcia, Gaetano

2020a « Introduction. Visions du passé et mémoire culturelle des traites esclavagistes », *Ethnologie française* 50 (1) : 9-17. En libre accès : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2020-1-page-9.htm>

Ciarcia, Gaetano

2020b « Instituer le souvenir de l'esclavage en Guadeloupe et à Nantes : les contentieux du don commémoratif », *Ethnologie française* 50 (1) : 125-141. En libre accès : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2020-1-page-125.htm>

Ciarcia, Gaetano

2023 « La couleur d'un instantané mémoriel, le 10 mai 2019 à Bordeaux », in Guillaume Alevêque & Arnaud Chandivert, eds, *La Moralisation de la culture. Éthiques et politiques des appartenances et différences*. Paris, Éd. de la MSH (« Ethnologie de la France et des mondes contemporains ») : 89-104.

Ciarcia, Gaetano & Jean-Christophe Monferran

2020 *Les Ancêtres retournés*. Film documentaire, IMAF/IIAC/CNRS/EHESS, 37 mn https://www.canal-u.tv/video/ehess/les_ancetres_retournes.54771

Daniel, Justin

2002 « L'espace politique aux Antilles françaises », *Ethnologie française* 32 (4) : 589-600. En libre accès : <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2002-4-page-589.htm>

Desfontaines, Eric

2012 *Lékòl a yo. Contribution à la connaissance de l'histoire sociale de la Guadeloupe*. Gourbeyre, Nestor.

Desfontaines, Eric

2019 *Radyo Tanbou*. Saint-François, FDG.

Desfontaines, Eric

2020 *Mouvement national guadeloupéen. Contribution à l'histoire politique, UPLG 1978-1992, 1^{er}, 2^e et 3^e congrès. Au service de la nation*, 1. Gourbeyre, Nestor.

Divialle, Jean-Luc

2017 *Woucikam. Origine égyptienne de la langue dite créole, description hiéroglyphique de nos us et coutumes*. Pointe-à-Pitre, Ekola.

Djenna

2020 *Les Noirs premiers Européens ! Invasions barbares de l'Europe noire par les Caucasiens. Psychologie Noirs Blancs*. Aubagne, Groupe CCEE.

Eyerman, Ron

2004 « Cultural Trauma : Slavery and the Formation of African American Identity », in Jeffrey C. Alexander, *et al.*, eds, *Cultural Trauma and Collective Identity*. Berkeley-London, University of California Press : 60-111.

Flory, Céline

2015 *De l'esclavage à la liberté forcée. Histoire des travailleurs africains engagés dans la Caraïbe française au XIX^e siècle*. Paris, Karthala (« Hommes et sociétés »).

Gama, Raymond & Jean-Pierre Sainton
1985 *Mé 67. Mémoire d'un événement*. Pointe-à-Pitre, Société guadeloupéenne d'édition et de diffusion.

Gilroy, Paul
2017 [1993] *L'Atlantique noire. Modernité et double conscience*. Trad. de l'anglais par Charlotte Nordmann. Paris, Amsterdam.

Giraud, Michel
2010 « "Question noire" et mémoire de l'esclavage », *Cahiers d'Études africaines* 198-199-200 : 677-706. En libre accès :
<https://journals.openedition.org/etudesafriaines/16321>

Gordien, Ary
2015 *Nationalisme, race et ethnicité en Guadeloupe. Constructions identitaires ambivalentes en situation de dépendance*. Paris, Université Paris Descartes, thèse de doctorat.

Guillerm, François-Xavier
2007 *(In)dépendance créole. Brève histoire récente du nationalisme antillais*. Pointe-à-Pitre, Jasor.

Hirsch, Marianne
2012 *The Generation of Postmemory. Writing and Visual Culture after the Holocaust*. New York, Columbia University Press (« Gender and Culture »).

Hirsch, Marianne
2014 « Postmémoire [Trad. de Philippe Mesnard] », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* 118 : 205-206. En libre accès :
<https://journals.openedition.org/temoigner/1274>

Jolivet, Marie-José
1987 « La construction d'une mémoire historique à la Martinique : du schoelchérisme au marronisme », *Cahiers d'Études africaines* 107-108 : 287-309. En libre accès :
https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1987_num_27_107_3407

Jolly, Éric
2014 « Dogon virtuels et contre-cultures », *L'Homme* 211 : 41-74. En libre accès :
<https://www.cairn.info/revue-l-homme-2014-3-page-41.htm>

Larcher, Silyane
2014 *L'Autre Citoyen. L'idéal républicain aux Antilles après l'esclavage*. Préf. d'Étienne Balibar. Paris, Armand Colin (« Le Temps des idées »).

Leizaola, Aitzpea
2007 « La mémoire de la guerre civile espagnole : le poids du silence », *Ethnologie française* 37 : 483-491. En libre accès : https://www.ethnologie-francaise.fr/article/?article=ETHN_073_0483

Mary, Silvain

2021 « “Briser les urnes colonialistes. Conquérir l’indépendance nationale”. Une analyse iconographique de la propagande du Groupe d’organisation nationale de la Guadeloupe (GONG) en 1967 », *Esclavages & Post-Esclavages* 4. En ligne : <https://journals.openedition.org/slaveries/3788>

Mbodj-Pouye, Aïssatou

2021 « Radio and the Road : Infrastructure, Political change, and Mobility in the Early Years of Radio Rurale de Kayes (1980- Early 2000s) », *The Journal of African History* 62 : 125-149.

Mérion, Julien

2017 *Autopsie politique du massacre de mai 1967. La Guadeloupe entre violence, terreur et résistance*. Pointe-à-Pitre, Jasor.

Mulot, Stéphanie

2008 « Chabines et métisses dans l’univers antillais », *Clio* 27 : 115-134.

Odin, Pierre

2019 *Pwofitasyon. Luttés syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*. Paris, La Découverte.

Reinette, Luc

2018 *Le Soukounyan de fer. Ou le périple sud-américain de patriotes guadeloupéens en 1997*. Gourbeyre, Éd. Nestor.

Rothberg, Michael

2009 *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonization*. Stanford, Stanford University Press.

Sahai, Jude

2021 « Kassav et la radio en Guadeloupe : cheminement et influence d’une nouvelle musique dans les programmes », *NaKaN. A Journal of Cultural Studies*. En ligne : <https://nakanjournal.com/kassav-et-la-radio-en-guadeloupe/>

Sainton, Jean-Pierre

2009 *Couleur et société en contexte post-esclavagiste : la Guadeloupe à la fin du XIX^e siècle. Contribution à l’anthropologie historique de l’aire afro-caraïbe*. Pointe-à-Pitre, Jasor.

Sainton, Jean-Pierre

2012 *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Guadeloupe et en Martinique (1943-1967)*. Pointe-à-Pitre, Jasor.

Syndicat général de l’éducation en Guadeloupe (SGEG)

1983 *A pa Schoelcher ki libéré nèg*. Pointe-à-Pitre, SGEG.

Résumé

Gaetano Ciarcia, *Voix de l'indépendance, couleur de la descendance : autour de Radyo Tanbou en Guadeloupe*. — Créée en 1982, à la suite de la loi française autorisant les radios libres, *Radyo Tanbou* est un média militant en faveur du mouvement indépendantiste guadeloupéen et des courants idéologiques qui le constituent. Nous aborderons dans un premier temps quelques événements saillants ayant scandé la vie de ce média au cours des quarante dernières années. Ensuite, l'analyse se focalisera sur la place prise au sein de la radio par des discours identitaires et par les thèmes récurrents du souvenir des luttes politiques passées, de la période esclavagiste ou de l'héritage culturel afrocentrique. Vecteurs d'usages politiques des origines et de la relation entre indépendantisme et logiques « raciales » de l'appartenance, nous verrons que ces questions sont à la fois l'objet d'émissions et de débats, mais aussi de manifestations publiques (cérémonies, journées de rencontre entre activistes, marches commémoratives) relayées de manière presque systématique par la radio. Fondé sur des enquêtes de terrain menées entre 2017 et 2023, l'article examine comment, de nos jours, l'antenne *Radyo Tanbou* témoigne de la volonté de ses responsables d'inscrire les enjeux sociaux et mémoriels du présent dans la durée « patriotique » et « anticolonialiste » de leur engagement.

Abstract

Gaetano Ciarcia, *Voices of Independence, Colour of Descent : Around Radyo Tanbou in Guadeloupe*. — Created in 1982, following the French law authorizing free radio stations, *Radyo Tanbou* is a militant media supporting the Guadeloupean independence movement and the ideological currents that constitute it. We will first look at some of the most important events that have marked the life of this medium over the last forty years. Then, the analysis will focus on the place taken within the radio by identity-based discourses and by recurring themes of remembrance of past political struggles, of the slave period or of Afrocentric cultural heritage. As vectors of political uses of origins

and the relationship between independence and « racial » logics of belonging, we will see that these issues are both the subject of broadcasts and debates, but also of public events (ceremonies, activists' days, commemorative marches) relayed almost systematically by the radio. Through surveys conducted between 2017 and 2023, the article examines how, today, *Radyo Tanbou* testifies to the will of its leaders to inscribe the social and memorial issues of the present in the « patriotic » and « anti-colonial » duration of their commitment.